

Fourniture des données de déficit et de dette pour 2006

Déficit public de la zone euro et de l'UE27 respectivement de 1,5% et 1,6% du PIB

Dette publique à 68,6% et 61,4%

Le déficit public¹ s'est réduit, en valeur absolue, en 2006 par rapport à 2005, tant dans la **zone euro**² (ZE13) que dans l'**UE27**, tandis que la dette publique¹ a augmenté. Dans la **zone euro**, le déficit public a baissé de 2,5% du PIB en 2005 à 1,5% en 2006³, et dans l'**UE27** de 2,4% à 1,6%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a diminué dans la **zone euro**, de 70,3% à la fin de 2005 à 68,6% à la fin de 2006, et dans l'**UE27**, de 62,7% à 61,4%.

		2003	2004	2005	2006
Zone euro (ZE13)					
PIB prix du marché (pm)	(million euro)	7 500 988	7 804 371	8 074 684	8 454 544
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-229 355	-219 253	-202 229	-129 171
	% du PIB	-3,1	-2,8	-2,5	-1,5
Dépenses publiques	% du PIB	48,1	47,5	47,4	47,2
Recettes publiques	% du PIB	45,0	44,6	45,0	45,6
Dette publique	(million euro)	5 186 542	5 427 970	5 677 221	5 801 886
	% du PIB	69,1	69,6	70,3	68,6
UE27					
PIB pm	(million euro)	10 104 261	10 605 311	11 045 938	11 642 686
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-312 460	-294 997	-270 252	-188 249
	% du PIB	-3,1	-2,8	-2,4	-1,6
Dépenses publiques	% du PIB	47,3	46,8	46,8	46,6
Recettes publiques	% du PIB	44,2	44,0	44,4	45,0
Dette publique	(million euro)	6 240 795	6 588 090	6 929 011	7 151 270
	% du PIB	61,8	62,1	62,7	61,4

En 2006, les déficits publics les plus élevés, par rapport au PIB, ont été observés en **Hongrie** (-9,2%), en **Italie** (-4,4%), au **Portugal** (-3,9%), en **Pologne** (-3,8%) et en **Slovaquie** (-3,7%). Dix États membres ont enregistré un excédent de leur solde public en 2006: le **Danemark** (+4,6%), la **Finlande** (+3,8%), l'**Estonie** (+3,6%), la **Bulgarie** (+3,2%), l'**Irlande** (+2,9%), la **Suède** (+2,5%), l'**Espagne** (+1,8%), le **Luxembourg** (+0,7%), les **Pays-Bas** (+0,6%) et la **Belgique** (+0,4%). Au total, vingt-et-un États membres ont connu, en 2006 par rapport à 2005, une amélioration de leur solde public exprimé en pourcentage du PIB, cinq ont enregistré une détérioration, tandis que le ratio est resté stable dans un État membre.

A la fin de 2006, les plus bas niveaux de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en **Estonie** (4,0%), au **Luxembourg** (6,6%), en **Lettonie** (10,6%) et en **Roumanie** (12,4%). Dix États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB en 2006: l'**Italie** (106,8%), la **Grèce** (95,3%), la **Belgique** (88,2%), l'**Allemagne** (67,5%), la **Hongrie** (65,6%), **Chypre** (65,2%), le **Portugal** (64,8%), **Malte** (64,7%), la **France** (64,2%) et l'**Autriche** (61,7%).

En 2006, les dépenses publiques⁴ dans la **zone euro** ont représenté 47,2% du PIB et les recettes publiques⁴ 45,6%. Dans l'**UE27**, elles ont été respectivement de 46,6% et 45,0%. Dans les deux zones, entre 2005 et 2006, le ratio des dépenses publiques par rapport au PIB a légèrement baissé tandis que le ratio des recettes publiques a augmenté.

Réserves sur les données déclarées⁵

Eurostat n'a pas de réserves sur les données déclarées.

Modifications par Eurostat des données déclarées⁶

Belgique: Eurostat a modifié les données de déficit et de dette notifiées par la Belgique pour les années 2005 et 2006 en raison de la prise en charge par l'État (FIF - Fonds de l'Infrastructure Ferroviaire) en 2005 de 7400 millions d'euros (2,5% du PIB) de dette de la société de chemins de fer SNCB. Selon les règles du SEC 95, le FIF est classé dans le secteur des administrations publiques et la prise en charge de la dette accroît le déficit. La modification du solde public est de -7073.4 millions d'euros en 2005 et de +227,9 millions d'euros en 2006. La modification de la dette publique est de +5246 millions d'euros (1,7% du PIB) à la fin de 2005 et de +4982 millions d'euros (1,6% du PIB) à la fin de 2006.

Royaume-Uni: Eurostat a modifié les données notifiées par le Royaume-Uni pour les années 2003 à 2006 afin qu'elles soient cohérentes avec l'enregistrement des recettes sur octroi de licences UMTS. Ceci aboutit à un accroissement des déficits publics de 1 045 millions de GBP (0,1% du PIB) pour 2003 et 2006 (ainsi que pour l'exercice budgétaire 2003/2004 et 2006/2007), et de 1 044 millions de GBP (0,1% du PIB) pour 2004 et 2005 (ainsi que pour les exercices budgétaires 2004/2005 et 2005/2006). Les chiffres de la dette sont inchangés.

Autres points

La **Grèce** a notifié en 2006 une substantielle révision à la hausse du PIB (environ 26%). Cette révision a fait l'objet au cours de l'année d'un examen détaillé de la part d'Eurostat et d'experts nationaux de plusieurs Etats membres, suite aux recommandations du Comité du Revenu National Brut. En conséquence, la Grèce a maintenant notifié une révision du PIB nettement moindre (environ 9,6%). La nouvelle série notifiée a été utilisée dans le cadre de cette fourniture des données de déficit et de dette.

En ce qui concerne les autres questions horizontales, Eurostat a l'intention dans les prochains mois de clarifier le traitement comptable des flux et de la dette relatifs aux investissements publics d'infrastructure, ainsi que le classement sectoriel des unités publiques concernées.

Informations générales

Dans le présent communiqué de presse, **Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes**, fournit⁷ les données relatives au déficit et à la dette des administrations publiques, basées sur les chiffres déclarés par les États membres dans le cadre de la **deuxième notification de 2007** pour les années 2003 à 2006 en vue de l'application de la procédure concernant les déficits excessifs. Cette notification est fondée sur le système de comptabilité nationale SEC 95. Le présent communiqué de presse inclut également des données sur les dépenses et recettes des administrations publiques, ainsi qu'une annexe présentant les principales révisions depuis le communiqué de presse d'avril 2007.

Eurostat publiera également, dans la section consacrée aux statistiques financières des administrations publiques de son site internet, des informations sur les comptes publics sous-jacents ainsi que sur la contribution du déficit/excédent et autres facteurs pertinents à la variation du niveau de la dette (ajustement flux-stocks): http://epp.eurostat.cec.eu.int/pls/portal/url/page/PGP_DS_GFS/PGE_DS_GFS_0

1. Selon le Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité de la CE, le déficit (respectivement l'excédent) public est défini comme le besoin (respectivement la capacité) de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques (administration centrale, administrations d'Etats fédérés, administrations locales, et administrations de sécurité sociale). Il est calculé selon les concepts de la comptabilité nationale (Système Européen de Comptes, SEC95). La dette publique est la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en fin d'année (en valeur nominale).
 - Tableau des agrégats de la zone euro et de l'UE27: les données sont exprimées en euros. Pour les pays n'appartenant pas à la zone euro, les taux de conversion en euro sont les suivants:
 - pour le déficit/excédent public et le PIB: taux de change annuel moyen,
 - pour l'encours de la dette publique: taux de change en fin d'année.
 - Tableau des données nationales: celles-ci sont exprimées en monnaies nationales. Pour la Slovénie, les données pour les années antérieures à 2007 ont été converties en euro en utilisant le taux de change irrévocable.
2. Zone euro (ZE13): Belgique, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovénie et Finlande. Dans le tableau correspondant, la zone euro inclut la Slovénie sur l'ensemble de la période, bien que la Slovénie ait rejoint la zone euro le 1^{er} janvier 2007.
3. Dans la précédente notification, les déficits publics pour la zone euro et l'UE27 en 2006 étaient respectivement de 1,6% et 1,7% du PIB. La dette publique était de 69,0% du PIB dans la zone euro et de 61,7% du PIB dans l'UE27. Voir le communiqué de presse 55/2007 du 23 avril 2007.
4. Les dépenses et les recettes publiques sont transmises à Eurostat dans le cadre du programme de transmission décrit dans le SEC95. Elles sont les sommes d'opérations non financières des administrations publiques. Elles incluent à la fois les opérations courantes et les opérations en capital. Pour les définitions, voir le règlement du Conseil 2223/96 tel que modifié. Il faut noter que le solde des finances publiques (c'est à dire la différence entre les recettes publiques totales et les dépenses) n'est pas exactement le même selon le SEC95 et celui calculé aux fins de la procédure concernant les déficits

excessifs. Le règlement (CE) 2558/2001 sur le reclassement des paiements dans le cadre d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux, implique la coexistence de deux définitions pertinentes du déficit/excédent public:

- La définition du SEC95 sur la capacité/besoin de financement n'inclut pas les flux de paiements et de recettes résultant des accords de swaps et des contrats de garantie de taux, car ils sont enregistrés comme opérations financières.
- Dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, les flux de paiements et de recettes résultant des accords de swaps et des contrats de garantie de taux sont enregistrés comme des intérêts et contribuent à la capacité/besoin de financement des administrations publiques.

Pour 2006, dans la plupart des États membres, la différence entre les deux soldes, quand elle existe, est mineure excepté en **Grèce** (0,26%), au **Danemark** (0,14%), en **Autriche** (0,13%), en **Suède** (0,13%) et en **Finlande** (0,11%). Ces différences améliorent la capacité/besoin de financement de tous ces États membres dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs.

Les données transmises par la **Suède** ne sont pas strictement comparables à celles des autres pays, la Suède ayant transmis des intérêts sur une base non consolidée, ce qui entraîne une surestimation des recettes et des dépenses publiques. Ceci n'a toutefois pas de conséquence sur le solde public et sur la dette.

5. Le terme de "réserves" est défini dans l'article 8h(1) du règlement du Conseil 3605/93, tel que modifié: la Commission (Eurostat) exprime des "réserves" quand elle a des doutes sur la qualité des données déclarées.
6. Conformément à l'article 8h(2) du règlement du Conseil 3605/93 tel que modifié, la Commission (Eurostat) peut modifier les données déclarées par les États membres et fournit des données modifiées ainsi qu'une justification de cette modification lorsqu'il est évident que les données déclarées par les États membres ne sont pas conformes aux exigences de qualité (conformité aux règles comptables, exhaustivité, fiabilité, fraîcheur et cohérence des données statistiques).
7. Conformément à l'article 8g(1) du règlement du Conseil 3605/93, Eurostat fournit, dans les trois semaines qui suivent la date d'échéance des déclarations, les données de déficit et de dette en vue de l'application de la procédure sur les déficits excessifs. La fourniture des données doit faire l'objet d'une publication.

*Pour plus d'informations sur la méthodologie des statistiques déclarées dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, voir le règlement du Conseil 3605/93 (une version consolidée est disponible à: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/consleg/1993/R/01993R3605-20051223-fr.pdf>), le règlement du Conseil 2223/96, tel que modifié (une version consolidée est disponible à: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/consleg/1996/R/01996R2223-20030807-fr.pdf>) et la publication d'Eurostat "**Manuel SEC95 pour le déficit public et la dette publique**", deuxième édition (2002), 240 pages, ISBN 92-894-3232-2, version PDF gratuite, version papier prix 37 euros (TVA exclue). Des ajouts à cette publication concernant la titrisation, les apports de capitaux, le classement des régimes de pension avec constitution de réserves, les versements d'une somme forfaitaire dans le cadre du transfert d'obligations de pension, et les contrats à long terme entre des unités publiques et des partenaires privés sont disponibles sur le site internet d'Eurostat dans la section dédiée aux statistiques financières des administrations publiques.*

Publié par :
Service de presse Eurostat

Tim ALLEN
Tél: +352-4301-33 444
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Communiqués de presse sur Internet:
<http://ec.europa.eu/eurostat>

Une sélection des principaux indicateurs économiques européens:
<http://ec.europa.eu/euroindicators>

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2003	2004	2005	2006
Belgique					
PIB pm	(millions euro)	274 726	289 690	301 966	316 622
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	41	39	-6 846	1 143
	% du PIB	0,0	0,0	-2,3	0,4
Dépenses publiques*	% du PIB	51,1	49,2	51,9	48,6
Recettes publiques*	% du PIB	51,1	49,1	49,5	48,9
Dette publique	(millions euro)	270 965	273 026	278 273	279 236
	% du PIB	98,6	94,2	92,2	88,2
Bulgarie					
PIB pm	(millions BGN)	34 627,5	38 822,6	42 797,4	49 090,6
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions BGN)	2,4	880,4	853,3	1 592,1
	% du PIB	0,0	2,3	2,0	3,2
Dépenses publiques	% du PIB	40,3	39,7	39,6	37,1
Recettes publiques	% du PIB	40,3	42,0	41,6	40,3
Dette publique	(millions BGN)	15 893,0	14 720,4	12 498,0	11 189,2
	% du PIB	45,9	37,9	29,2	22,8
République tchèque					
PIB pm	(millions CZK)	2 577 110	2 814 762	2 987 722	3 231 576
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions CZK)	-170 558	-83 278	-105 658	-94 981
	% du PIB	-6,6	-3,0	-3,5	-2,9
Dépenses publiques	% du PIB	47,3	45,1	44,9	43,6
Recettes publiques	% du PIB	40,7	42,2	41,3	40,7
Dette publique	(millions CZK)	774 989	855 102	903 475	972 965
	% du PIB	30,1	30,4	30,2	30,1
Danemark					
PIB pm	(millions DKK)	1 400 700	1 459 400	1 552 000	1 642 200
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions DKK)	-1 000	27 700	71 800	75 900
	% du PIB	-0,1	1,9	4,6	4,6
Dépenses publiques	% du PIB	55,7	55,4	53,1	51,5
Recettes publiques	% du PIB	55,6	57,3	57,8	56,2
Dette publique	(millions DKK)	641 700	641 700	563 000	497 300
	% du PIB	45,8	44,0	36,3	30,3
Allemagne					
PIB pm	(millions euro)	2 163 800	2 211 200	2 244 600	2 322 200
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-87 220	-83 550	-75 350	-36 960
	% du PIB	-4,0	-3,8	-3,4	-1,6
Dépenses publiques	% du PIB	48,5	47,1	46,9	45,4
Recettes publiques	% du PIB	44,5	43,3	43,5	43,8
Dette publique	(millions euro)	1 381 007	1 451 108	1 521 496	1 568 487
	% du PIB	63,8	65,6	67,8	67,5
Estonie					
PIB pm	(millions EEK)	136 010	149 923	175 392	207 061
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions EEK)	2 494	2 678	3 360	7 381
	% du PIB	1,8	1,8	1,9	3,6
Dépenses publiques	% du PIB	34,6	34,1	33,4	33,0
Recettes publiques	% du PIB	36,4	35,9	35,4	36,6
Dette publique	(millions EEK)	7 548	7 609	7 698	8 301
	% du PIB	5,5	5,1	4,4	4,0
Irlande					
PIB pm	(millions euro)	139 413	148 502	161 498	174 705
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	541	2 000	1 935	5 107
	% du PIB	0,4	1,3	1,2	2,9
Dépenses publiques	% du PIB	33,4	33,9	34,2	34,2
Recettes publiques	% du PIB	33,8	35,2	35,4	37,1
Dette publique	(millions euro)	43 322	43 849	44 229	43 771
	% du PIB	31,1	29,5	27,4	25,1

* La Belgique a déclaré des données de dépenses et de recettes des administrations publiques sans prendre en compte la prise en charge par l'Etat (FIF) en 2005 de 7400 millions d'euros de dette de la compagnie ferroviaire SNCB. Eurostat a ajusté les données de 2005 et 2006 afin de suivre les règles du SEC95.

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2003	2004	2005	2006
Grèce					
PIB pm	(millions euro)	171 258	185 225	198 609	213 985
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-9 611	-13 552	-10 085	-5 352
	% du PIB	-5,6	-7,3	-5,1	-2,5
Dépenses publiques	% du PIB	45,0	45,4	43,2	42,3
Recettes publiques	% du PIB	39,3	38,2	38,0	39,5
Dette publique	(millions euro)	167 723	182 702	194 666	204 018
	% du PIB	97,9	98,6	98,0	95,3
Espagne					
PIB pm	(millions euro)	782 929	841 042	908 450	980 954
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 622	-2 862	8 759	17 942
	% du PIB	-0,2	-0,3	1,0	1,8
Dépenses publiques	% du PIB	38,4	38,9	38,5	38,6
Recettes publiques	% du PIB	38,2	38,5	39,4	40,4
Dette publique	(millions euro)	381 562	388 372	390 926	389 124
	% du PIB	48,7	46,2	43,0	39,7
France					
PIB pm	(millions euro)	1 594 814	1 660 189	1 717 921	1 791 956
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-65 390	-59 576	-50 639	-45 306
	% du PIB	-4,1	-3,6	-2,9	-2,5
Dépenses publiques	% du PIB	53,4	53,2	53,7	53,4
Recettes publiques	% du PIB	49,2	49,6	50,7	50,8
Dette publique	(millions euro)	1 003 351	1 076 932	1 145 212	1 150 339
	% du PIB	62,9	64,9	66,7	64,2
Italie					
PIB pm	(millions euro)	1 335 354	1 390 539	1 423 048	1 475 401
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-46 614	-48 066	-59 523	-65 504
	% du PIB	-3,5	-3,5	-4,2	-4,4
Dépenses publiques	% du PIB	48,3	47,7	48,3	50,1
Recettes publiques	% du PIB	44,8	44,2	44,0	45,6
Dette publique	(millions euro)	1 392 389	1 443 395	1 511 198	1 575 441
	% du PIB	104,3	103,8	106,2	106,8
Chypre					
PIB pm	(millions CYP)	6 884	7 406	7 879	8 380
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions CYP)	-447	-302	-191	-101
	% du PIB	-6,5	-4,1	-2,4	-1,2
Dépenses publiques	% du PIB	45,0	42,8	43,6	43,8
Recettes publiques	% du PIB	38,5	38,7	41,2	42,6
Dette publique	(millions CYP)	4 746	5 199	5 443	5 461
	% du PIB	68,9	70,2	69,1	65,2
Lettonie					
PIB pm	(millions LVL)	6 393	7 435	9 059	11 265
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions LVL)	-104	-76	-32	-31
	% du PIB	-1,6	-1,0	-0,4	-0,3
Dépenses publiques	% du PIB	34,8	35,8	35,6	37,2
Recettes publiques	% du PIB	33,2	34,7	35,2	37,0
Dette publique	(millions LVL)	923	1 080	1 130	1 192
	% du PIB	14,4	14,5	12,5	10,6
Lituanie					
PIB pm	(millions LTL)	56 804	62 587	71 380	81 905
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions LTL)	-728	-964	-362	-483
	% du PIB	-1,3	-1,5	-0,5	-0,6
Dépenses publiques	% du PIB	33,2	33,4	33,6	34,0
Recettes publiques	% du PIB	32,0	31,8	33,1	33,4
Dette publique	(millions LTL)	12 039	12 155	13 276	14 939
	% du PIB	21,2	19,4	18,6	18,2

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2003	2004	2005	2006
Luxembourg					
PIB pm	(million euro)	25 726	27 439	30 032	33 853
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	127	-326	-33	234
	% of GDP	0,5	-1,2	-0,1	0,7
Dépenses publiques	% of GDP	41,9	42,5	41,8	39,0
Recettes publiques	% of GDP	42,4	41,3	41,7	39,7
Dette publique	(million euro)	1 612	1 770	1 865	2 242
	% of GDP	6,3	6,4	6,2	6,6
Hongrie					
PIB pm	(million HUF)	18 940 742	20 717 110	22 055 093	23 757 230
Déficit public (-) / excédent (+)	(million HUF)	-1 365 187	-1 336 355	-1 715 713	-2 188 165
	% of GDP	-7,2	-6,5	-7,8	-9,2
Dépenses publiques	% of GDP	49,1	48,9	49,9	51,9
Recettes publiques	% of GDP	41,9	42,4	42,1	42,6
Dette publique	(million HUF)	10 981 849	12 296 209	13 582 512	15 592 502
	% of GDP	58,0	59,4	61,6	65,6
Malte					
PIB pm	(million MTL)	1 884	1 918	2 035	2 157
Déficit public (-) / excédent (+)	(million MTL)	-186	-94	-63	-55
	% of GDP	-9,9	-4,9	-3,1	-2,5
Dépenses publiques	% of GDP	47,8	45,8	45,1	44,1
Recettes publiques	% of GDP	37,9	41,0	42,0	41,5
Dette publique	(million MTL)	1 305	1 395	1 441	1 396
	% of GDP	69,3	72,7	70,8	64,7
Pays-Bas					
PIB pm	(million euro)	476 945	491 184	508 964	534 324
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-14 871	-8 584	-1 350	3 036
	% of GDP	-3,1	-1,7	-0,3	0,6
Dépenses publiques	% of GDP	47,1	46,1	45,2	46,1
Recettes publiques	% of GDP	43,9	44,3	44,9	46,7
Dette publique	(million euro)	248 009	257 604	266 221	255 831
	% of GDP	52,0	52,4	52,3	47,9
Autriche					
PIB pm	(million euro)	226 175	236 149	245 330	257 897
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-3 669	-2 803	-3 832	-3 516
	% of GDP	-1,6	-1,2	-1,6	-1,4
Dépenses publiques	% of GDP	51,1	50,2	49,9	49,3
Recettes publiques	% of GDP	49,3	48,9	48,2	47,8
Dette publique	(million euro)	146 099	150 599	155 526	159 053
	% of GDP	64,6	63,8	63,4	61,7
Pologne					
PIB pm	(million PLN)	843 156	924 538	983 302	1 060 194
Déficit public (-) / excédent (+)	(million PLN)	-52 832	-52 685	-42 519	-40 163
	% of GDP	-6,3	-5,7	-4,3	-3,8
Dépenses publiques	% of GDP	44,6	42,6	43,3	43,8
Recettes publiques	% of GDP	38,4	36,9	39,0	40,0
Dette publique	(million PLN)	396 731	422 386	462 742	505 153
	% of GDP	47,1	45,7	47,1	47,6
Portugal					
PIB pm	(million euro)	138 582	144 128	148 852	155 131
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-4 028	-4 844	-9 146	-6 030
	% of GDP	-2,9	-3,4	-6,1	-3,9
Dépenses publiques	% of GDP	45,5	46,5	47,7	46,4
Recettes publiques	% of GDP	42,5	43,1	41,7	42,5
Dette publique	(million euro)	78 798	84 019	94 812	100 563
	% of GDP	56,9	58,3	63,7	64,8

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2003	2004	2005	2006
Roumanie					
PIB pm	(millions RON)	197 565	246 469	288 048	342 418
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions RON)	-2 952	-3 722	-3 970	-6 379
	% du PIB	-1,5	-1,5	-1,4	-1,9
Dépenses publiques	% du PIB	33,6	32,7	33,8	35,0
Recettes publiques	% du PIB	32,1	31,2	32,4	33,2
Dette publique	(millions RON)	42 432	46 341	45 595	42 563
	% du PIB	21,5	18,8	15,8	12,4
Slovénie					
PIB pm	(millions euro)	24 716	26 677	28 243	30 448
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-672	-601	-412	-366
	% du PIB	-2,7	-2,3	-1,5	-1,2
Dépenses publiques	% du PIB	47,1	46,5	46,0	45,3
Recettes publiques	% du PIB	44,4	44,2	44,5	44,1
Dette publique	(millions euro)	6 901	7 356	7 740	8 246
	% du PIB	27,9	27,6	27,4	27,1
Slovaquie					
PIB pm	(millions SKK)	1 222 483	1 361 683	1 485 301	1 659 573
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SKK)	-33 413	-32 129	-41 628	-61 214
	% du PIB	-2,7	-2,4	-2,8	-3,7
Dépenses publiques	% du PIB	40,2	37,8	38,1	37,2
Recettes publiques	% du PIB	37,4	35,4	35,3	33,5
Dette publique	(millions SKK)	518 291	564 106	507 485	505 178
	% du PIB	42,4	41,4	34,2	30,4
Finlande					
PIB pm	(millions euro)	145 938	152 345	157 162	167 062
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	3 650	3 473	4 293	6 401
	% du PIB	2,5	2,3	2,7	3,8
Dépenses publiques	% du PIB	50,0	50,2	50,5	48,8
Recettes publiques	% du PIB	52,4	52,3	53,0	52,5
Dette publique	(millions euro)	64 719	67 242	65 053	65 536
	% du PIB	44,3	44,1	41,4	39,2
Suède					
PIB pm	(millions SEK)	2 459 413	2 565 056	2 670 547	2 831 746
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SEK)	-21 708	20 917	62 811	69 597
	% du PIB	-0,9	0,8	2,4	2,5
Dépenses publiques	% du PIB	58,3	56,9	56,6	55,6
Recettes publiques	% du PIB	57,2	57,5	58,7	57,9
Dette publique	(millions SEK)	1 314 660	1 344 621	1 392 833	1 331 062
	% du PIB	53,5	52,4	52,2	47,0
Royaume-Uni**					
PIB pm	(millions GBP)	1 139 569	1 206 659	1 257 112	1 326 944
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions GBP)	-37 949	-40 699	-41 877	-35 572
	% du PIB	-3,3	-3,4	-3,3	-2,7
Dépenses publiques	% du PIB	42,0	42,5	43,6	43,8
Recettes publiques	% du PIB	38,8	39,2	40,4	41,1
Dette publique	(millions GBP)	440 970	487 714	529 216	573 478
	% du PIB	38,7	40,4	42,1	43,2
<i>année budgétaire (ab)</i>		2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007
<i>PIB pm ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>1 157 557</i>	<i>1 218 260</i>	<i>1 272 810</i>	<i>1 347 565</i>
<i>Déficit public (-) / excédent (+) ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>-37 274</i>	<i>-42 123</i>	<i>-39 086</i>	<i>-35 081</i>
	<i>% du PIB</i>	<i>-3,2</i>	<i>-3,5</i>	<i>-3,1</i>	<i>-2,6</i>
<i>Dette publique ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>446 244</i>	<i>483 621</i>	<i>531 370</i>	<i>574 388</i>
	<i>% du PIB</i>	<i>38,6</i>	<i>39,7</i>	<i>41,7</i>	<i>42,6</i>

** Les données se réfèrent aux années calendaires. Les données se référant à l'année budgétaire (1^{er} avril au 31 mars) sont présentées en italiques. Pour le Royaume-Uni, les données pertinentes pour la mise en œuvre de la procédure sur les déficits excessifs sont celles de l'année budgétaire.

Annexe I

Principales révisions entre les notifications d'avril 2007 et d'octobre 2007

Les explications spécifiques par pays sont présentées ci-dessous pour les plus importantes révisions du déficit et de la dette ayant eu lieu entre les notifications d'avril 2007 et d'octobre 2007, ainsi que pour le PIB et les ratios de déficit et de dette (voir tableau ci-dessous).

Déficit

Bulgarie: la baisse du déficit (ou la hausse de l'excédent) pour les années 2003 à 2005 est due principalement à un changement de la méthode d'estimation des certificats de restitution (de la valeur nominale à la valeur de marché, ainsi qu'il est requis par le SEC95).

Danemark: la hausse de l'excédent en 2006 est due principalement à une révision à la hausse des revenus d'impôt sur les sociétés.

Estonie: la diminution de l'excédent pour les années 2003 à 2006 est due à la mise à jour des sources de données sur la formation brute de capital fixe, ainsi qu'à des améliorations méthodologiques concernant l'enregistrement des subventions de l'UE et des impôts à recevoir.

Irlande: l'augmentation de l'excédent en 2005 est due à la mise à jour des sources de données sur les unités extra-budgétaires et sur les flux avec l'UE.

Espagne: la hausse du déficit (ou la baisse de l'excédent) pour les années 2003 à 2006 est due à la reclassification des apports de capitaux à l'ADIF (infrastructure ferroviaire à grande vitesse) en transferts en capital, en conformité avec l'avis d'Eurostat.

Chypre: la hausse du déficit en 2003 est due à la reclassification d'un super-dividende (en excès du profit courant) en opération financière. La diminution du déficit en 2006 est principalement due à la révision à la hausse des impôts à recevoir (TVA).

Lettonie: le changement du solde public en 2005 et 2006 est dû principalement à la reconnaissance, comme dépenses publiques pour ces années, de la construction du Pont Sud de Riga, en conformité avec l'avis d'Eurostat, ainsi qu'aux révisions de montants à recevoir/à payer relatifs à des dépenses en 2006.

Lituanie: l'augmentation du déficit en 2006 est due principalement à l'exclusion du calcul de la charge d'intérêt des primes/décotes relatives aux obligations émises par l'État

Luxembourg: l'augmentation de l'excédent en 2005 et 2006 est due à la mise à jour des sources de données relatives aux recettes et aux dépenses.

Autriche: la hausse du déficit en 2006 est due principalement à une hausse des dépenses de l'administration fédérale destinées à couvrir les pertes de fonctionnement et les investissements des hôpitaux publics ainsi qu'à l'impact d'une annulation de la dette dans le contexte de la privatisation de Bank Burgenland.

Slovaquie: la hausse du déficit en 2006 est due principalement à la révision à la baisse des revenus d'intérêts des administrations publiques.

Suède: l'augmentation de l'excédent se rapporte en 2005 à la correction de l'enregistrement d'un dividende et en 2006 principalement à la mise à jour des données d'impôts sur les plus-values, les biens immobiliers et les profits des sociétés.

Royaume-Uni: la hausse du déficit pour les années 2003 à 2005 est due principalement au traitement plus approprié du produit des ventes relatives aux logements sociaux (quasi-sociétés des administrations publiques), maintenant enregistré en opérations financières plutôt que comme recettes publiques.

Dette

France: la hausse de la dette pour les années 2003 à 2006 se rapporte au reclassement, comme dette publique, de la dette du SAAD (service annexe de la dette de la SNCF), en conformité avec l'avis d'Eurostat.

Lettonie: l'augmentation de la dette en 2005 et 2006 est due à la reconnaissance d'une dette publique liée à la construction du Pont Sud de Riga, en conformité avec l'avis d'Eurostat, ainsi qu'à de nouvelles sources de données relatives aux dépôts (passifs).

Slovénie: la réduction de la dette pour les années 2003 à 2006 (notable en 2004) est principalement due à l'amélioration des sources de données, en particulier au niveau de leur consolidation.

PIB

Le PIB notifié en octobre 2007 aux fins de la procédure concernant les déficits excessifs a été révisé par quelques Etats membres (en particulier **Malte**, la **Slovénie**, l'**Estonie** et le **Luxembourg**) pour des montants notables sur la période 2003-2006 par rapport au PIB notifié en avril 2007. Ces révisions peuvent avoir un impact substantiel sur les ratios de dette par rapport au PIB. Pour la **Grèce**, voir "Autres points".

Les variations du PIB affectent les ratios de déficit et de dette par effet de dénominateur. Voir tableau ci-dessous.

Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique entre la notification d'avril 2007 et la notification d'octobre 2007

		Déficit/excédent*				Dette			
		2003	2004	2005	2006	2003	2004	2005	2006
Belgique	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	-0,1	-1,0	-0,9
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-1,0	-1,0
Bulgarie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,9	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,9	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République tchèque	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,3	-0,2	-0,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	-0,2	-0,3
Danemark	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	-0,1	-0,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,2
	- due à la révision du PIB	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
Allemagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	-0,2	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,5
Estonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,2	-0,5	-0,4	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,2	-0,5	-0,4	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,1	0,0	-0,1
Irlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	0,2	0,0	-0,1	-0,2	0,0	0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,2	0,0	0,2
Grèce	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,6	0,6	0,4	0,1	-9,9	-9,9	-9,5	-9,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,6	0,7	0,5	0,2	-9,9	-9,9	-9,5	-9,2
Espagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,2	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,2	-0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,2	-0,2
France	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,5	0,6	0,5	0,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,5	0,5	0,5
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,1	0,1	0,0	-0,2
Italie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chypre	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,2	0,0	-0,1	0,3	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,2	0,0	-0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,1	-0,1	-0,2
Lettonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,2	-0,7	0,0	0,0	0,5	0,6
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	-0,7	0,0	0,0	0,5	0,6
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Lituanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Luxembourg	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,0	0,2	0,6	0,0	-0,2	0,1	-0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,0	0,2	0,6	0,0	0,0	0,2	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,1	-0,2
Hongrie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,5

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique entre la notification d'avril 2007 et la notification d'octobre 2007

		Déficit/excédent*				Dette			
		2003	2004	2005	2006	2003	2004	2005	2006
Malte	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,1	0,0	0,1	-1,1	-1,2	-1,6	-1,8
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,1	0,1	0,0	0,2	-1,1	-1,2	-1,6	-1,9
Pays-Bas	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,4	-0,8
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,4	-0,6
Autriche	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,0	-0,1	-0,1	-0,5
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	-0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,3
Pologne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2
Portugal	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
Roumanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Slovénie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,0	0,0	0,2	-0,7	-1,3	-1,0	-0,7
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,2	-0,2	-0,8	-0,3	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,5	-0,5	-0,7	-0,6
Slovaquie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,0	-0,1	-0,3	-0,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,3	-0,4
Finlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Suède	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Royaume-Uni	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	-0,3	-0,2	0,1	-0,1	0,1	-0,1	-0,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,2	-0,2	-0,3	0,1	0,2	0,4	0,2	0,1
	- due à la révision du PIB	0,1	-0,1	0,1	0,0	-0,3	-0,3	-0,3	-0,4

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

Annexe II

Classement des régimes de pension avec constitution de réserves en cas de responsabilité ou de garantie des administrations publiques

Eurostat a publié le 2 mars 2004 une décision sur le classement des régimes de pension avec constitution de réserves en cas de responsabilité ou de garantie des administrations publiques (voir communiqué de presse 30/2004). Ainsi qu'il était annoncé à cette occasion, Eurostat a organisé des discussions bilatérales avec plusieurs États membres concernant la mise en œuvre de cette décision. Lors de ces discussions, il est apparu que certains États membres pourraient avoir besoin d'une période transitoire pour mettre en œuvre cette décision et éviter de perturber la conduite de leurs politiques budgétaires. Cette période transitoire étant terminée à la fin de 2006, tous les pays ont classé, à partir de la notification d'avril 2007, leurs régimes de pension avec constitution de réserves et à cotisations définies en dehors du secteur des administrations publiques. Les données notifiées en avril et octobre 2007 sont ainsi, pour toutes les années, en pleine conformité avec la décision d'Eurostat du 2 mars 2004.